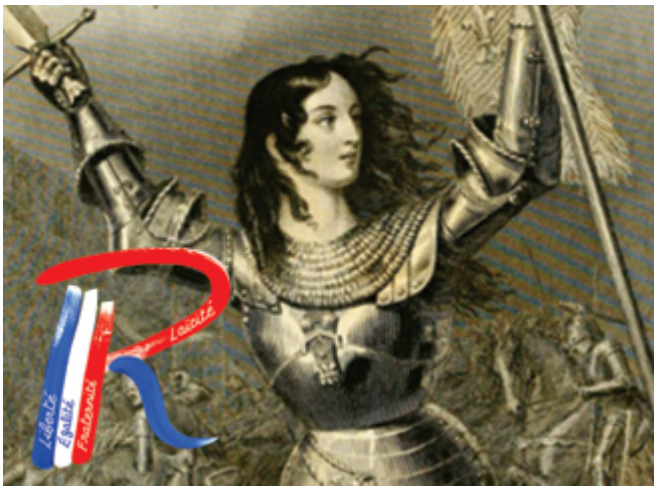
Agressions sexuelles à Cologne : ça chauffe pour Merkel !

écrit par Laveritetriomphera | 6 janvier 2016



Lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, de nombreuses agressions sexuelles ont eu lieu dans la gare de Cologne. L'origine supposée des agresseurs a enflammé à nouveau le débat sur la politique migratoire du pays.
C'est une affaire qui tombe fort mal pour Angela Merkel. Lors de la nuit de la Saint-Sylvestre, une série inédite d'agressions – notamment sexuelles – ont été commises sur des femmes dans le secteur de la gare centrale de Cologne. Des faits similaires, quoique beaucoup plus ponctuels ont été rapportés à Hambourg et Stuttgart.

Les événements de Cologne

Que s'est-il passé exactement à Cologne dans la nuit du 31 décembre ? Les faits sont encore assez confus et la police locale est peu prolixe sur le sujet. Le 1er janvier, elle avait même parlé de « festivités largement pacifiques », n'évoquant qu'un mouvement de foule à la gare centrale. Ce qui est certain, c'est que, pour l'instant, 90 plaintes ont été déposées auprès de la police colonaise, dont 25 pour

agression sexuelle, le reste principalement pour des vols. Les autorités parlent d'une foule « d'un millier d'hommes » qui seraient à l'origine de ces faits. Or, des témoins ont souligné que ces hommes seraient « d'apparence arabe ou nord-africaine. »

Les faits n'ont, cependant, été connus que progressivement. La police n'évoque les faits que le 2 janvier et la presse locale s'en fait l'écho le 3. Alors que les réseaux sociaux s'emparent de l'affaire, les médias nationaux et la télévision suivent le lundi 4 janvier, contraignant le gouvernement fédéral à réagir à son tour. Mardi 5 janvier, dans l'après-midi, Angela Merkel publie un communiqué qui condamne les événements : « la chancelière exprime son indignation à propos de ces attaques sexuelles répugnantes, qui exige une réponse sévère de l'état de droit. » Mais la polémique est déjà lancée.

L'extrême-droite récupère l'affaire

Jusqu'à présent, aucune arrestation n'avait été effectuée, même si la police a affirmé mercredi 6 janvier avoir identifié trois suspects. Impossible donc de confirmer les propos de certains témoins sur les origines des agresseurs et de réaliser un lien quelconque entre ces faits et l'arrivée depuis septembre de migrants en Allemagne. Mais une partie de la classe politique allemande ne s'est guère embarrassée de ces considérations. Frauke Petry, la présidente du parti xénophobe et eurosceptique Alternative für Deutschland (AFD), voit ainsi dans ces événements des « conséquences épouvantables dans la réalité quotidienne de l'Allemagne de 2016 d'une politique de migration et d'asile épouvantable. » Le responsable thuringien du même parti, Björn Hocke, a lui parlé d'un « avant-goût de l'effondrement de la culture et de la civilisation qui nous menace. »

Le discours de la chancelière affaibli

Alors qu'AfD est passé en six mois de 3 % des intentions de vote dans les sondages à 10 % selon certaines enquêtes, cette série d'agression – de même que les menaces terroristes enregistrées à Hanovre et Munich en décembre – tombe fort mal pour la chancelière qui doit faire face à une critique de sa politique migratoire sur sa droite. Lors de son discours du nouvel an, Angela Merkel avait insisté sur la « chance » pour l'Allemagne que représentait l'arrivée massive de réfugiés sur son sol (un million pour la seule année 2015). Mais ce discours risque d'être affaibli par l'utilisation politique des événements de la Saint-Sylvestre à Cologne.

Fortes tensions

Les responsables gouvernementaux ont donc tenté de désamorcer cette utilisation politique. Le ministre de l'intérieur,Thomas de Maizière (CDU), a mis en garde contre toute « suspicion généralisée. » L'enjeu n'est pas que politique pour le gouvernement : il est aussi d'ordre public. Les agressions sur les foyers de migrants ou contre des réfugiés sont très fréquentes depuis cet été outre-Rhin. On en compte déjà cinq en 2016 ! Le 4 janvier, un coup de feu a été tiré, par exemple, contre une fenêtre d'un foyer de demandeurs d'asile à Dreieich, au sud de Francfort, blessant légèrement un Syrien. Plusieurs de ces foyers ont été incendiés cet automne. L'agression au couteau en septembre de Henriette Reker, alors candidate CDU et devenue depuis maire de Cologne, par un homme dénonçant la politique migratoire d'Angela Merkel, a révélé le niveau des tensions en Allemagne. Le gouvernement veut à tout prix éviter une escalade avec des agressions de représailles des milieux d'extrême-droite.

La « bourde » de Henriette Reker

Mais il est vrai que la même Henriette Reker n'a pas facilité la tâche d'Angela Merkel. Lors de sa conférence de presse sur les agressions qui ont eu lieu dans sa ville, elle s'est montrée assez désarmée et peu impliquée, insistant sur la prévention. Elle a alors commis une bourde majeure en demandant aux femmes de ne pas s'approcher d'hommes qu'elles ne connaissent pas à moins d'une « longueur de bras. » Cette phrase malheureuse a alors été reprise par les réseaux sociaux et n'a pas réellement aidé la communication du gouvernement. Henriette Reker a en effet alimenté l'impression que les politiques de la majorité semblent éloignés de la réalité, impuissants et implicitement protecteurs des agresseurs. De l'eau au moulin de l'extrême-droite.

Echéances électorales

Tout ceci tombe donc très mal pour Angela Merkel dans une année qui sera marquée par plusieurs échéances électorales régionales importantes avec le renouvellement des parlements de Saxe-Anhalt, de Rhénanie-Palatinat et du Bade-Wurtemberg le 13 mars prochain, puis de Mecklembourg-Poméranie occidentale – le Land d'origine de la chancelière – le 4 septembre et, enfin, de Berlin, le 18 septembre. Dans la plupart de ces régions, AfD pourrait entrer dans les Landtage.

Mauvaise humeur de la CSU

Tout ceci devrait encore alimenter la mauvaise humeur de la sœur bavaroise de la CDU, la CSU. Avant le nouvel an, le ministre président bavarois et patron de la CSU, Horst Seehofer, avait réclamé la mise en place d'une « limite haute » à l'accueil des réfugiés. Il ne souhaite pas dépasser

200.000 par an. Une demande qu'Angela Merkel a toujours refusée jusqu'ici. Mais la « guérilla » de la CSU risque de se poursuivre encore longtemps, même si, pour le moment, elle ne s'est traduite par rien d'autres que par des signes de mauvaise humeur et des menaces. La CSU sait qu'elle dépend politiquement de la CDU et, donc, d'Angela Merkel.

Angela Merkel tient encore, mais doit s'inquiéter

La chancelière demeure néanmoins encore largement soutenue par la population et l'électorat conservateur. ***Certes, sa popularité a baissé et l'appui de la CDU/CSU n'est plus, comme cet été à 42 % d'intentions de vote, mais il évolue encore entre 36 % et 38 %, soit un niveau plus élevé que ses scores de 2005 et 2009. Rien d'étonnant à cela compte tenu de la situation de plein emploi et de progression des revenus que connaît le pays. Mais Angela Merkel a des raisons de s'inquiéter****. Outre les questions d'ordre public déjà évoquées, la montée du discours anti-migrant la coupe d'une partie de l'électorat de droite et pourrait assurer une place à AfD dans le Bundestag élu en 2017.*

Dans ce cas, elle n'aura pas d'autres alliés possibles que les Sociaux-démocrates. Or, cette « grande coalition obligatoire » pourrait décourager encore les électeurs conservateurs de voter pour la CDU/CSU. L'enjeu pour la chancelière sera de conserver en 2016 une partie de sa droite dans son giron dans une atmosphère qui se dégrade de plus en plus.

http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/allemagne-le-debat-sur-les-migrants-relance-par-des-agressions-a-cologne-540599.html